

Les spécialistes se réfèrent à la notion de «turbulence», c'est-à-dire une grande période d'agitation désordonnée, pour décrire deux tendances qui s'affrontent actuellement dans le système international⁵. D'une part, celle de l'intégration, où des individus, des groupes et des sociétés prônent la convergence régionale et internationale afin d'accroître leur performance sur le plan économique. On reconnaît que cette tendance peut à long terme éroder la souveraineté et l'autorité de l'état⁶. D'autre part, celle de la fragmentation, où se développent de nouvelles loyautés envers des groupes d'appartenance qui remettent en question les structures politiques dominantes et qui veulent renforcer leur identité ethnique, nationaliste ou religieuse. Dans plusieurs régions du monde, cette tendance est responsable de l'augmentation des conflits intra-étatiques. La contradiction entre ces deux courants explique, selon James Rosenau, «que le monde soit en train de subir sa première période de turbulence depuis la naissance du système des états il y a tout près de 350 ans⁷».

La turbulence et l'incertitude qu'elle engendre entraînent trois conséquences importantes pour l'évolution des rapports stratégiques:

— L'état est de plus en plus vulnérable face aux changements technologiques et économiques⁸. Cette réalité provoque l'effritement des structures étatiques, particulièrement dans l'hémisphère Sud, où l'on assiste à des crises aiguës de légitimité gouvernementale pouvant mener à des excès de violence. Un peu partout, l'état et ses dirigeants, affirme l'Institut international d'études stratégiques de Londres, «sont faibles parce que l'état-nation comme institution s'affaiblit⁹». L'existence de problèmes globaux, et non plus seulement nationaux, est en partie responsable de cette évolution. Les échanges financiers transnationaux, la criminalité transfrontalière, la multiplication des moyens de diffusion de l'information, l'afflux de réfugiés ou les changements dans l'environnement peuvent provoquer une instabilité telle qu'elle diminue la marge de manœuvre des états.

— De nouveaux «acteurs» concurrencent l'état dans la conduite des affaires stratégiques, si bien que le système international est devenu «multicentrique» — c'est-à-dire à la fois étatique et non étatique. La sécurité est ainsi un enjeu pour des groupes, des associations et des organisations autant que pour les états. Les activités déployées par les mouvements islamistes, les cartels de la drogue ou les marchands d'armes de même que celles pratiquées par les Casques bleus, les organismes de protection des droits de la personne, les coopérants humanitaires ou le groupe *Greenpeace* affaiblissent les traditionnelles notions de souveraineté et d'intégrité territoriale des états. Cette cohabitation multicentrique modifie nos perceptions de la définition et de la résolution des menaces.

— Ainsi, comme le fait remarquer la commission Carlsson-Ramphal chargée d'enquêter pour le compte de l'ONU sur les possibilités d'une